

Les ambitions de puissance régionale de la Turquie à l'épreuve de la pandémie du Covid-19

[Turkey's regional power ambitions put to the test by the Covid-19 pandemic]

Bouchaib EZ-ZAHRI

Département des Science Economiques, Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Souissi, Université Mohammed V, Rabat, Morocco

Copyright © 2021 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Since the start of 2020, the world has been going through an unprecedented health crisis that has had a significant geoeconomic and geopolitical implications on many emerging and developing countries. Turkey, as an emerging country located at the crossroads of multiple geographic and geopolitical areas is the subject of this paper's study, through an analysis of the different implications of the pandemic on the Turkey's regional power ambitions, displayed since 2002 following the AKP's accession to power. For more than a decade, Turkey has pursued a proactive foreign policy based on i) asserting its status as a regional economic power; ii) an active political player in the region, with regional and global security interests and responsibilities to match. An analysis of the evolution of its aspects of power in the context of global health crisis shows that the Covid-19 related implications are unlikely to change the Turkish geopolitical landscape. On the contrary, it will rather strengthen the dimensions of its power ambitions given that the global economic and political distortions caused by the Covid-19 could offer, in the medium and long term, some positive externalities.

KEYWORDS: Covid-19 pandemic, soft power, economic diplomacy, humanitarian diplomacy, geopolitical implications, political influence.

RESUME: Depuis le début de l'année 2020, le monde traverse une crise sanitaire sans précédente ayant entraîné des implications géopolitiques et géoéconomiques importantes sur plusieurs pays émergents et ceux en voie de développement. La Turquie, pays émergent se trouvant au carrefour de multiples aires géographiques et géopolitiques est l'objet d'étude de ce papier, par une analyse des différentes implications de la pandémie sur les ambitions de puissance régionale turque, affichées depuis 2002 avec l'accession de l'AKP au pouvoir. Depuis plus d'une décennie, la Turquie poursuit une politique étrangère proactive basée sur i) l'affirmation de son statut de puissance économique régionale; ii) la quête de jouer un rôle d'acteur politique régional de premier plan, mais aussi global avec toutes les responsabilités qui en découlent. Une analyse de l'évolution de ses différents aspects de puissance en période de crise sanitaire mondiale fait constater qu'il est peu probable que la crise que nous traversons modifie le paysage géopolitique turc. Au contraire, il renforcera plutôt les dimensions de ses ambitions de puissance, étant précisé que des distorsions économiques et politiques mondiales engendrées par la pandémie du Covid-19 pourrait offrir à la Turquie sur le moyen et le long terme des externalités positives.

MOTS-CLEFS: Pandémie du Covid-19, soft power, diplomatie économique, diplomatie humanitaire, implications géopolitiques, politique d'influence.

1 INTRODUCTION

L'année 2020 s'annonce comme l'une des années les plus difficiles depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Aussi inattendue que perturbatrice, la pandémie du Covid-19 a entraîné d'énormes conséquences globales à la fois sociales, économiques ainsi que géoéconomiques et géopolitiques. Aujourd'hui, les États luttent contre une menace qui croît de façon exponentielle et met la plupart de leurs citoyens en danger. Il s'agit d'une guerre mondiale contre un ennemi invisible.

La crise engendrée par le Covid-19 sera sans aucun doute un moment déterminant de l'histoire contemporaine. En effet, la pandémie a mis en arrêt une partie importante de l'économie mondiale, freinant nettement la croissance économique tout en déstabilisant les échanges commerciaux et les chaînes de valeur régionales et mondiales. Après presque un an de sa propagation, son issue reste incertaine et toutes les conséquences sont difficiles à quantifier.

Ainsi, les effets de la pandémie sur le plan géopolitique seront aussi apparents et importants. La pandémie du Covid-19 a bouleversé la donne géopolitique mondiale et laisse craindre la naissance de nouvelles tensions sur l'échiquier mondial. A ce titre, les instances de gouvernance mondiales ont fait preuve de grandes limites et d'incapacité à remplir leur rôle de coordination à l'instar de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'Organisation des Nations Unies, prouvant la nécessité urgente d'une révision du système multilatéral international.

L'Europe, fortement impactée, aborde la crise dans un état de fragilité. Ses divisions habituelles sont plus évidentes que jamais et sa population relativement âgée est particulièrement à risque du covid-19. De même, les relations transatlantiques ont également subi un nouveau coup, avec un désengagement progressif des grandes puissances, notamment les Etats-Unis d'Amérique.

Quant à la Chine, elle semble déterminée à incarner certaines des valeurs auxquelles l'Occident s'est historiquement identifié, à savoir la solidarité et la coopération. La décision de la Chine d'étendre la main à l'Europe confrontée à de graves problèmes en envoyant de personnels et de matériels médicaux pour lutter contre le Covid-19 n'était pas seulement un acte de solidarité, mais également un exercice géopolitique. Par ceci, la Chine envoie un signal fort d'une volonté de jouer le rôle de leader mondial émergent déjà facilité par le vide laissé par les Etats-Unis sur certaines aires de la scène internationale¹. La puissance asiatique est déterminée à acquérir une nouvelle centralité dans un système mondial traditionnellement organisé autour de l'alliance atlantique.

Ce nouveau contexte géopolitique mondial qui se dessine sous l'impulsion de la pandémie du Covid-19, interroge un autre pays émergent, situé au carrefour de multiples aires géographiques et géopolitiques et au centre des différentes influences et en quête d'affirmation de statut de puissance régionale incontournable, à savoir la Turquie du Gouvernement d'AKP². A cet égard, les axes de cet article s'articulent autour d'une question centrale: **Dans quelles mesures la propagation de la pandémie du Covid-19 pèsera ou servira les ambitions turques de puissance régionale sur les scènes régionale et internationale ?**

Pour cet effet, notre démarche d'analyse se focalise sur une étude exploratoire des implications géopolitiques et géoéconomiques du Covid-19 sur les différents aspects faisant partie de la stratégie de puissance turque sur la scène régionale et dans une moindre mesure sur la scène internationale. Nous allons donc essayer d'apporter les réponses préconisées à notre problématique principale sus-indiquée.

Pour nos besoins ici, nous devons nous appuyer sur une théorie de la politique internationale qui explique quand des changements majeurs dans l'équilibre des pouvoirs sont susceptibles de se produire à la suite de grandes crises. La théorie réaliste des relations internationales peut offrir des informations importantes sur les implications géopolitiques et géoéconomiques de la crise actuelle sur la Turquie.

D'un point de vue réaliste, on soutient que la propagation de la pandémie et les divisions au sein du système international pourrait servir les intérêts économiques et les ambitions de puissance régionale et internationale de la Turquie, matérialisées par sa volonté de passer d'un « Etat périphérique » à un « Etat central » telle que décrite dans l'ouvrage d'Ahmet Davutoglu, « la profondeur stratégique de la Turquie », considéré comme la bible de la politique étrangère turque menée par l'AKP depuis 2002.

¹ Sacha Billaudot, "l'aide chinoise aux pays de l'Union Européenne : marqueur du nouveau rapport de force entre l'ouest et l'est", *le Taurillon*, juin 2020.

² Le Parti de la Justice et du Développement, fondé en 2001 et ayant remporté les six dernières législatives dans le pays.

2 REPÈRES THÉORIQUES

Les théories sont des outils utiles pour discuter de ce qui est susceptible de se produire au niveau mondial sur les plans géopolitiques et géoéconomiques, car elles simplifient la réalité complexe en se concentrant sur certaines variables explicatives. A ce titre, les théories réalistes des relations internationales peuvent offrir des informations importantes sur les implications géopolitiques de la crise sanitaire mondiale liée au Covid-19 sur la Turquie.

2.1 LE CONCEPT DE PUISSANCE ET SA TYPOLOGIE

L'école réaliste se rattache indéniablement au courant réaliste américain. On entend par « réaliste » toute pensée des relations internationales qui prend l'État comme unité d'analyse et qui postule que celui-ci défend son intérêt national et vise à maximiser sa puissance. Plusieurs auteurs réalistes comme **Kenneth Waltz**, **Edward Carr**, **Hans Morgenthau** voient dans la scène internationale une arène où se débattent des États visant leur intérêt national et maximisant leur puissance.

Le réalisme classique de **Hans Morgenthau** est un réalisme qu'on pourrait qualifier d'« anthropologique »³. Il s'appuie sur les traditions politiques de Machiavel et Hobbes et définit l'homme comme mauvais, accaparé par ses passions et assoiffé de pouvoir. Une phrase de Hobbes le résume assez bien: « il y a chez l'homme un désir inquiet d'acquérir puissance après puissance, désir qui ne cesse qu'à la mort »⁴.

Quant au concept de puissance, il s'agit d'une notion centrale et structurante des relations internationales. Selon les courants, plus l'anarchie est considérée comme indépassable, plus la puissance est parée de vertus régulatrices. La puissance est une capacité traditionnellement liée à l'État. Pour **Raymond Aron**, elle est « la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités ». Le juriste Serge Sur⁵ la décline en une capacité positive et négative. Il s'agit à la fois pour un État de pouvoir garantir sa liberté d'action, et d'être capable de peser sur le comportement des autres dans le sens de ses intérêts.

La puissance est en outre définie comme une interaction. On retrouve cette idée chez **Kenneth Waltz**, pour qui « un agent est d'autant plus puissant qu'il affecte les autres plus que ceux-ci ne l'affectent ». Autrement dit, elle ne vaut pas dans l'absolu mais dans une situation donnée et pour une relation particulière. Selon l'adversaire et le contexte, une population dense ou un territoire vaste peuvent être soit un atout, soit une faiblesse. De même, les dépenses technologiques peuvent assurer une avance stratégique déterminante, ou au contraire peser sur le budget de l'État au point de le fragiliser. Cette approche dynamique de la puissance permet de saisir ses évolutions.

Elle est aussi multidimensionnelle. La genèse des relations internationales a donné au concept une connotation d'abord militaire. Il y aurait donc une hiérarchie entre les différents éléments constitutifs de la puissance: militaire, démographique, géographique, économique, politique, culturelle, technologique, etc. Pour les réalistes, ces différentes dimensions de la puissance s'additionnent, alors que d'autres auteurs défendent une vision plus cloisonnée au risque d'éclater et donc de diluer la notion. Ces derniers postulent qu'un acteur peut être dominant dans un secteur donné, sans l'être dans les autres. Cette position ne fait pas pour autant de lui un acteur doté de la puissance. **Susan Strange** propose quant à elle la notion de «puissance structurelle », distincte d'une puissance relationnelle, et se déclinant en matières sécuritaire, financière, productive et scientifique.

Or, dans le contexte de guerres asymétriques, la prépondérance militaire est remise en cause, le recours à la force étant à la fois coûteux et incertain. **Bertrand Badie** parle ainsi de « l'impuissance de la puissance ». L'aspect économique de la puissance est quant à lui croissant. Ces dernières années, et certainement plus encore quand on aborde le concept de «puissance émergente », la puissance est souvent synonyme de puissance économique. Cela est compréhensible au regard de la redistribution économique dans le monde et de l'influence des enjeux économiques sur les autres enjeux internationaux. Une économie forte est une précondition indispensable à une puissance plus large.

On note enfin l'attention portée à ce que **Joseph Nye** a appelé le soft power désignant la capacité d'attraction et à peser sur l'adoption de normes. Selon l'auteur, Le soft power a été un élément fort au service des États-Unis depuis leur création certainement longtemps avant que le pays ne devienne une puissance mondiale reconnue au XX^{ème} siècle.

³ Manon-Nour Tannous et Xavier Pacreau, Relations internationales, *la Documentation française*, 2020.

⁴ Ibid.

⁵ Universitaire français, docteur en droit de l'Université de Caen et agrégé de droit public.

Selon Nye, identifier la puissance avec des ressources mesurables comme la population et le territoire revient à négliger les ressources et les données intangibles du leadership, et la stratégie attachée à leur utilisation efficace. Le soft power, c'est cette dimension intangible de la puissance. Le hard power est par-dessus tout le pouvoir militaire ou économique, qui s'exerce à travers la menace ou l'incitation.

Quant aux sources de soft power dans le cas des Etats-Unis, Nye identifie trois grandes catégories: la « **culture** », les « **valeurs politiques** », et les « **politiques publiques** »⁶. La culture inclut la culture de l'élite et la culture populaire. Les deux ont des effets puissants, mais l'attraction de la culture populaire américaine à travers le monde la met probablement dans une catégorie à part. En termes de valeurs politiques, les États-Unis bénéficient également d'importants avantages, en tant que plus ancienne démocratie constitutionnelle du monde et parce qu'ils constituent un exemple impressionnant, bien que loin de la perfection, de bonne gouvernance et d'État de droit.

Enfin, en ce qui concerne, les politiques publiques mises en œuvre par les gouvernements, à la fois à l'intérieur et à l'étranger, sont une source patente de soft power. A ce titre, La tolérance religieuse, par exemple, vieux principe américain, fut un élément puissant d'attraction vis-à-vis d'immigrants potentiels. De même, l'aide américaine pour la reconstruction de l'Europe après la seconde guerre mondiale fut la promotion à la fois de la prospérité et de la générosité du peuple des États-Unis.

2.2 PROFONDEUR STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE TURQUE

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP fin 2002, la politique étrangère turque est basée sur la profondeur stratégique de l'ancien Ministre des Affaires Etrangères et ancien Premier Ministre de 2014 à 2016, Ahmet Davutoglu⁷. L'argument principal de Davutoglu est que la Turquie est une grande puissance qui a négligé ses liens historiques et ses relations diplomatiques, économiques et politiques avec ses régions voisines (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Balkans et Eurasie), datant de l'ère ottomane.

Sur la base de sa vision de la « profondeur stratégique » qu'il avait élaborée en tant qu'universitaire, Davutoglu a posé le cadre théorique pour faire sortir la diplomatie turque de « l'alignement » observé au cours de la guerre froide, pour l'adapter, dans un environnement géopolitique renouvelé du pays, à une nouvelle période qu'il l'a qualifiée de « désordre international »⁸. A partir de la réévaluation de plusieurs paramètres, la Turquie pourrait y figurer un acteur désormais « global » dans son environnement immédiat ainsi que sur la scène internationale.

Selon l'auteur, il existe deux catégories d'États: **les États « centraux »**, qui sont des acteurs incontournables des relations internationales, et **les États « périphériques »**, dont l'influence sur la scène mondiale reste limitée. Considérant que jusqu'au début du millénaire la Turquie n'a pu constituer qu'un État périphérique, Davutoglu s'interroge sur les raisons de la faiblesse de son pays sur le plan international.

Selon Davutoglu, la Turquie souffre d'un déficit intellectuel: elle manque de vision politique claire et de ce qu'il appelle une « planification stratégique »⁹. Arguant que les dirigeants turcs se sont trop souvent préoccupés de la tactique en perdant de vue l'objectif stratégique final, Davutoglu appelle à une refonte globale de la politique étrangère turque: il est nécessaire, selon lui, que la classe politique formule une vision claire et précise des intérêts nationaux et des objectifs stratégiques à atteindre, et qu'elle agisse en fonction afin que la Turquie (re) devienne un « État central ».

Partant du constat qu'à la fin de la guerre froide, la Turquie s'est trouvée face à un réel problème d'adaptation. En effet, la division artificielle du monde en deux blocs étant révolue, la diplomatie turque se devait d'évoluer et de devenir plus active suivant une approche dynamique et multidimensionnelle pour répondre au dynamisme nouveau de l'ordre international. En ce sens, une compréhension approfondie de la position d'un pays sur l'échiquier international requiert non seulement d'analyser sa diplomatie et sa politique interne, mais aussi et surtout de pénétrer dans sa « profondeur stratégique ». En

⁶ Carnes Lord, "Diplomatie publique et soft power, in "Politique américaine", *l'Harmattan* 2005/3 N° 3, vol.13, p.5.

⁷ La nomination, en mai 2009, d'Ahmet Davutoglu au poste de Ministre des Affaires Etrangères de la Turquie révéla officiellement une reconfiguration de la diplomatie turque, en fait initiée depuis mars 2003 par lui-même, au poste plus discret de conseiller aux affaires internationales du Premier Ministre Erdogan.

⁸ Gérard Groc, "la doctrine Davutoglu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement", In *Confluences Méditerranée*, *l'Harmattan* 2012/4 (N° 83), pages 71-85, p.71.

⁹ Jana Jabbour, "le monde selon Ankara", *Télos*, novembre 2011.

d'autres termes, il s'agit de « donner du sens » aux prises de position diplomatiques d'un État en analysant les structures sociologiques et psychologiques de sa société et en se plongeant dans sa profondeur historique et géographique.

Il s'agit d'une vision néo-ottomane, à laquelle les dirigeants de l'AKP tendent la main à des régions non occidentales pour compléter leurs liens avec l'Occident. La vision de l'AKP considérée comme « néo-ottomane » s'appuie également sur l'approche de l'ancien Président Turgut Ozal. Peu de temps après la fin de la guerre froide, Ozal a aidé la Turquie à redécouvrir son héritage et son parti de la patrie a tenté d'établir un nouveau consensus chez lui entre les multiples identités de la Turquie (occidentale, musulmane, laïque, kurde et turque).

Le « néo-ottomanisme » rappelle aux Turcs qu'ils avaient autrefois un grand empire multinational qui régnait sur le Moyen-Orient, les Balkans et certaines parties de l'Europe centrale. Un tel accent sur l'héritage ottoman consiste en une tentative d'équilibrer et d'élargir les horizons géostratégiques d'un pays qui, par le passé, était obsédé par la poursuite d'une trajectoire exclusivement occidentale.

Trois facteurs contribuent à définir le « néo-ottomanisme » de l'AKP. Le premier est la volonté de se réconcilier avec l'héritage ottoman de la Turquie, au pays et à l'étranger. Le « néo-ottomanisme » ne cherche pas à recréer l'empire ottoman avec des ambitions territoriales au Moyen-Orient et au-delà. De même, il ne cherche pas à instituer un système juridique islamique dans la Turquie moderne. Au lieu de cela, il favorise une version plus modérée de la laïcité au pays et une politique plus militante dans les affaires étrangères, en particulier en termes de volonté de médiation des conflits.

Dans ce paradigme « néo-ottoman », Ankara exerce plus de « soft power » (c'est-à-dire une influence politique, économique, diplomatique et culturelle) dans les anciens territoires ottomans et dans d'autres régions où la Turquie a des intérêts stratégiques. Cette vision large de la politique étrangère turque nécessite, selon Davutoglu, une adhésion à l'héritage multiculturel ottoman.

En termes pratiques, le « néo-ottomanisme » équivaut à un changement de « mentalité » et a de graves implications pour l'élaboration des politiques. Par exemple, parce que le « néo-ottomanisme » est en paix avec l'héritage multinational de l'Empire ottoman, il ouvre la porte à une conceptualisation moins « ethnique » et plus multiculturelle de la « citoyenneté turque ».

Par conséquent, le « néo-ottomanisme » tolère la culture kurde les droits et l'expression de l'identité nationale kurde, tant que la loyauté envers la République de Turquie n'est pas remise en question. Face à la revendication de droits culturels et politiques kurdes, « la mentalité néo-ottomane » opte pour un accommodement dans le cadre du multiculturalisme et de l'identité musulmane.

La deuxième caractéristique du « néo-ottomanisme » est un sentiment de grandeur et de confiance en soi en politique étrangère. Le « néo-ottomanisme » considère la Turquie comme une superpuissance régionale. Sa vision stratégique et sa culture reflètent la portée géographique de l'empire ottoman.

Selon cette vision « néo-ottomane », la Turquie est un État pivot qui devrait jouer un rôle diplomatique, politique et économique très actif dans une vaste région dont elle est le « centre ». De telles grandes ambitions, à leur tour, nécessitent un État-nation en paix avec ses multiples identités.

Le troisième aspect du « néo-ottomanisme » est son objectif d'embrasser l'Occident autant que le monde islamique. Comme la ville impériale d'Istanbul, à cheval sur l'Europe et l'Asie, le « néo-ottomanisme » a « le visage de Janus ». En ce sens, le fait que l'Empire ottoman fasse partie de l'Europe est très important pour la vision néo-ottomane de l'AKP.

3 GESTION INTERNE DE LA PANDÉMIE ENTRE GOUVERNANCE ET FRICTIONS INTERNES

A l'instar de toutes les régions du monde, la Turquie a été profondément touchée par la pandémie du Covid-19, depuis l'enregistrement du premier cas en début mars 2020, dans un contexte où l'économie turque commençait à se stabiliser après un épisode de turbulence depuis mi-2018. En effet, l'économie turque s'est contractée de 9.9% au deuxième trimestre de l'année 2020 par rapport à la même période de l'année précédente en raison des restrictions de voyage et fermetures imposées pour contenir la propagation de la pandémie.

Les exportations turques affichent une certaine résilience en dépit des répercussions et des perturbations des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial. En effet, le volume des exportations s'établit à 118,35 milliards USD jusqu'au mois de septembre 2020, sachant qu'il a atteint à 180,5 milliards USD lors de l'année précédente¹⁰.

Cette chute dans la performance économique du pays, la plus basse en plus d'une décennie, s'explique en premier plan par la diminution des recettes touristiques. Le secteur touristique de la Turquie, sixième destination touristique mondiale, est un moteur clé de la croissance économique dans le pays, contribuant jusqu'à 12,1% au PIB en 2019, soit environ 34,5 milliards USD, et emploie environ cinq millions d'emplois.

La dégradation des indicateurs macroéconomiques trouve son explication également au regain des tensions géopolitiques de la Turquie avec ses voisins et d'autres. Ainsi, ce n'est que récemment, le conflit avec la Grèce en Méditerranée orientale et son sous-sol potentiellement riche en hydrocarbures et la menace de sanctions économiques par l'Union Européenne ont entraîné un effondrement de la livre turque qui a atteint un niveau sans précédent au cours de l'année 2020.

Pour atténuer les impacts socio-économiques engendrés par la propagation de la pandémie du Covid-19, le Gouvernement turc a mis en place à la fois des facilités de crédit à court terme et des options de crédit à long terme pour un soutien direct du revenu, des reports de paiements des impôts et des ajustements du taux d'intérêt. Le Gouvernement a également annoncé un nouveau projet de réforme visant à encourager davantage la production, les investissements et la création d'emploi outre les réformes en matière des droits de l'Homme en vue de renforcer la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie nationale.

Pourtant, au cœur de cet impact une bataille complexe a émergé entre le Gouvernement central à majorité AKP et les municipalités dirigées par l'opposition, les organisations professionnelles et les médias autour de nombreuses questions qui se sont exacerbées en raison des critiques visant la gestion du Gouvernement de la crise sanitaire du Covid-19 et ses répercussions économiques et sociales. Le sujet s'est manifesté de manière plus évidente entre l'AKP et le CHP¹¹ et occupe le devant de la scène politique nationale en perspectives de la tenue des élections présidentielles en 2023. Dans ce contexte, le parti de l'opposition ambitionne à mettre fin à près de deux décennies du pouvoir de l'AKP en Turquie.

En décembre 2020, malgré une augmentation sans précédent du nombre de contamination au Covid-19 dans le pays, la Turquie n'a pas été prise au dépourvu par la pandémie grâce aux réformes sanitaires qui ont marqué le pays durant la dernière décennie. Le Gouvernement a ouvert de nouveaux hôpitaux même en contexte d'épidémie, augmentant ainsi la capacité d'accueil en termes de lits et de soins intensifs. Il a également transformé les écoles en centres de fabrication de masques et commencé à produire des équipements respiratoires.

Les experts de la santé énumèrent d'autres éléments qui ont contribué au renforcement de la Turquie dans la lutte contre le Covid-19: La population âgée, le groupe le plus confronté aux risques de la pandémie, est plus petite en Turquie qu'en Europe et inférieure à la moyenne mondiale; Les médicaments ont été utilisés tôt dans le traitement de tous les patients; La Turquie a une grande expérience des soins intensifs.

La Turquie s'affiche parmi les pays ayant lutté relativement de manière efficace contre le Covid-19. En plus du fait que la population soit jeune, la stratégie turque se distingue aussi bien par ses infrastructures sanitaires. La Turquie est l'un des pays de l'OCDE qui a le plus investi ces dernières années dans le secteur de la santé, un engagement qui n'est pas sans arrière-pensée économique. Le tourisme médical a généré près de 1,5 milliard d'euros en 2018¹².

4 LE SOFT POWER TURC DURANT LA CRISE PANDÉMIQUE DU COVID-19

La bataille du Covid-19 se joue aussi pour le Gouvernement AKP à l'international. Avant la crise, la Turquie jouait le rapport de forces avec l'Union Européenne en envoyant des migrants vers la frontière avec la Grèce, désormais Ankara joue sa carte

¹⁰ Lamya Dakka, "Turquie : 2020, une année test dans la gestion de la crise du Covid-19 et la préservation des intérêts régionaux", *Agence Marocaine de Presse*, décembre 2020.

¹¹ Le Parti Républicain du Peuple, parti politique de type républicain, social-démocrate et laïc, créé en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk, constitue depuis 2002 le principal parti d'opposition face au Parti de la Justice et du Développement (AKP).

¹² Ludovic De Foucaud et Shona Bhattacharyya, "Les hôpitaux turcs érigés en modèle de bonne gestion face au Covid-19", France 24, disponible en ligne :

<https://www.france24.com/fr/20200627-les-h%C3%B4pitaux-turcs-%C3%A9rig%C3%A9s-en-mod%C3%A8le-de-bonne-gestion-face-au-covid-19> (consulté le 06 septembre 2020).

dans la diplomatie sanitaire. Le pays a procédé à l'envoi d'aides médicales, composées de masques, de blouses et de gel hydroalcoolique à l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni.

La réponse turque à la propagation de la pandémie a été accompagnée par une hyperactivité diplomatique jugée « opportuniste ». La Turquie a cherché à afficher une certaine résilience à l'international par l'envoi de fournitures médicales à plusieurs pays de la région et en dehors, y compris des pays avec lesquels la Turquie entretient des relations conflictuelles, tels que Israël et l'Arménie. Par un tel geste, le pays envoie un message montrant sa capacité et sa stratégie de diplomatie humanitaire « d'habitude » envers ces pays.

La Turquie a offert une assistance médicale précieuse à de nombreux pays et ce, depuis les débuts de propagation de la pandémie. En effet, depuis le 31 janvier 2020, l'Agence turque de Coopération et de Coordination (TIKA) a fourni une assistance médicale à la Chine, qui était gravement touchée par la pandémie au début de sa propagation. Ce geste humanitaire important est la première action prise par le Gouvernement turc.

L'assistance médicale à la Chine a marqué le début d'une politique humanitaire bénéficiant au soft power turc qui tente de prendre pied, dans un contexte auquel fait face de nombreuses critiques concernant sa gestion du dossier migratoire. L'aide humanitaire fournie par Ankara visait à pacifier ses relations extérieures et faire valoir l'image d'un pays moderne et la lucidité de sa diplomatie.

Après avoir envoyé des masques de protection et autres équipements médicaux en Chine, la Turquie a également fourni une aide similaire à l'Italie et à l'Espagne, gravement touchés par le virus. Le Royaume-Uni a également reçu de l'aide turque à deux reprises, avec deux envois d'aide médicale. Une action significative mais aussi symbolique puisque la Turquie est toujours candidate à l'adhésion à l'Union Européenne. Cette aide aux pays européens a même été étendue aux pays des Balkans. Cet engagement en faveur d'une solidarité internationale dans ce contexte de Covid-19, au-delà de la politique du soft power, s'avère conforme avec les jalons de la politique étrangère d'Ahmet Davutoglu, initiée en 2009.

Également, la Turquie tente de renforcer sa crédibilité pour servir ses intérêts stratégiques à long terme à l'ère post-Covid-19 et ses ambitions de puissance régionale dans un ordre international « équilibré ». En effet, ayant un caractère basculeur, le Gouvernement turc espère tirer le meilleur profit de la situation par un repositionnement sur la scène internationale et utiliser la pandémie en tant que carte géopolitique à l'instar d'autres comme la migration qui serviront d'outils de pression pour un plus de soutien à ses actions dans la région.

Dans l'ensemble, même si la Turquie est gravement touchée par la pandémie du Covid-19, ils décident d'aider d'autres pays. Entre volonté humanitaire et continuité avec une politique étrangère basée sur la normalisation des relations extérieures, la Turquie a tendance à s'imposer comme un acteur incontournable en ces temps critiques. Ce qui était « l'homme malade » de l'Europe veut maintenant être « l'homme guérisseur ».

Par ailleurs, sur le continent africain, durant toute cette période de pandémie, la Turquie a déployé son soft power pour conforter sa position dans le continent en tant que puissance humanitaire sans équivoque. A ce titre, Le Président Recep Tayyip Erdogan, lors du Forum Économique et d'Affaires Turquie-Afrique, tenu en octobre 2020, a déclaré que pendant la pandémie du Covid-19, les pays occidentaux, occupés à mener des guerres de masques, ont abandonné les pays africains à leur sort. Par ailleurs, le Président turc a mis en avant la solidarité de la Turquie dans cette période, par l'envoi d'aides à plusieurs pays à travers le monde, comprenant masques, respirateurs artificiels, combinaisons et autres équipements médicaux.

Aussi, dans ce contexte de pandémie, la Turquie a cherché à faire valoir ses relations avec l'Afrique, qui ont connu de grands développements ces dernières années. A souligner que depuis 2005, la Turquie adopte une politique active en faveur du renforcement des relations avec les pays du continent africain. Également, le nombre des Ambassades est passé de 12 à 41, et le nombre d'attachés commerciaux est passé à 26. En parallèle, le volume total des projets menés en Afrique par des entreprises turques avoisine les 70 milliards de dollars¹³.

La Turquie continue de mener une politique proactive sur le continent africain en contexte du Covid-19 et aspire renforcer sa coopération avec les pays africains dans le domaine de la santé. Lors du forum sus-indiqué, les deux parties ont convenu de

¹³ Foreign Economic Relations Board of Turkey (DEİK), "Turkish President Erdogan calls on Africa to do business in local currency", 2020, disponible en ligne: <https://www.deik.org.tr/press-releases-turkish-president-erdogan-calls-on-africa-to-do-business-in-local-currency#> (consulté le 05/12/2020).

lancer la création d'une nouvelle structure « Plateforme de Santé Turquie-Afrique ». Par ce biais, la Turquie cherche à mettre à profit ses avancées dans le secteur, matérialisées par l'ouverture de plusieurs établissements médicaux courant 2020.

5 LE STATUT DE PUISSANCE ÉCONOMIQUE À L'ÉPREUVE DU COVID-19

La performance de la Turquie en matière de développement économique et social depuis 2000 a été impressionnante, entraînant une augmentation de l'emploi et des revenus et faisant de la Turquie un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Cependant, au cours des dernières années, les vulnérabilités économiques croissantes et un environnement extérieur plus difficile ont menacé de compromettre ces réalisations.

La Banque Mondiale dans son dernier rapport sur la situation économique dans le pays souligne que depuis 2000, la Turquie a maintenu une concentration à long terme sur la mise en œuvre de réformes ambitieuses dans de nombreux domaines, et les programmes gouvernementaux ont ciblé les groupes vulnérables et les régions défavorisées. L'incidence de la pauvreté a diminué de plus de moitié entre 2002 et 2017 et l'extrême pauvreté a diminué encore plus rapidement¹⁴.

En parallèle à cette performance, la Turquie a maintenu des cadres de politique macroéconomique et budgétaire solides, s'est ouverte au commerce extérieur et aux finances, a harmonisé de nombreuses lois et réglementations avec les normes de l'Union Européenne et a élargi l'accès aux services publics. Ainsi, elle s'est également bien remise de la crise mondiale de 2008.

Cependant, ces dernières années plusieurs institutions économiques mondiales y compris la Banque Mondiale ont dressé un bilan relativement sombre sur le ralentissement économique du pays dans plusieurs domaines combiné aux vulnérabilités économiques.

Ainsi, avec la propagation de la pandémie du Covid-19, la Commission Européenne a abaissé ses prévisions de croissance économique pour l'économie turque en 2020 à -5,4%. La situation macroéconomique globale est plus vulnérable et incertaine, compte tenu de la hausse de l'inflation et du chômage, de la contraction des investissements, de la vulnérabilité accrue des entreprises et du secteur financier.

Les conséquences de la pandémie du Covid-19 contribueront à retarder le redressement de l'économie turque suite à la forte récession enregistrée en 2018. Malgré que plusieurs analyses s'accordent sur le fait que le Covid-19 devrait avoir un effet très négatif en Turquie, affaiblissant davantage les réalisations socio-économiques du pays, on note quelques aubaines s'ouvrant à cette économie émergente.

A ce titre, suite à la propagation de la pandémie, la demande turque d'électricité et de gaz avait diminué de manière significative au premier trimestre, y compris jusqu'à 14% pour les mois d'avril et mai respectivement. En tant que pays purement importateur de produits d'énergie, la Turquie bénéficie d'une aubaine de la baisse des prix sur le marché mondial. Toutefois le pays se préoccupe continuellement des incertitudes quant à la stabilité de ses sources d'approvisionnement.

L'une des questions qui préoccupe les décideurs politiques du pays est celle liée en particulier au Gaz Naturel Liquéfié (GNL). Ce dernier est devenu une composante de plus en plus importante du mix énergétique de la Turquie. En 2018, le GNL a représenté près de 22% des importations de gaz naturel du pays, et environ le tiers de toutes les importations du pays¹⁵.

En termes de sources d'approvisionnement, 40% des importations de GNL de la Turquie en 2020 proviennent des Etats-Unis. La transition vers le GNL est motivée par la flexibilité et la fiabilité du produit, qui permet en même temps de contourner les gazoducs dans certains pays. En revanche, cette crise affecte fortement les investissements dans le secteur, chose qui pourrait entraîner une pénurie d'approvisionnement sur le court terme.

Le contexte actuel du Covid-19 questionne le processus de transition énergétique propre et les énergies renouvelables en Turquie. A noter que malgré la pandémie, la production d'énergie renouvelable avait augmenté au premier trimestre de l'année 2020 par rapport à une baisse de 9% pour le pétrole, 5% pour le gaz naturel.

Malgré l'importance qu'accorde la Turquie aux énergies renouvelables, à la fois dans le cadre de sa transition énergétique propre pour lutter contre les changements climatiques et la pollution atmosphérique, les énergies renouvelables pourraient être affectées par les prix du gaz historiquement bas à court terme.

¹⁴ La Banque Mondiale, rapport sur la situation économique de la Turquie, Avril 2020.

¹⁵ Grady Wilson, "Impact of COVID-19 on the global energy sector and reflections on Turkey", *Atlantic Council*, 2020.

Aussi, en plus des opportunités financières offertes par la baisse des prix sur le marché d'énergie mondial engendrée par la pandémie, la Turquie semble parmi les pays les mieux placés pour tirer profit des nouvelles mutations de la chaîne de valeur mondiale. En effet, la Turquie est le premier pays sur la liste des éventuels pays où glissera la production mondiale¹⁶. Le pays offre des opportunités de production importantes, une proximité géographique aux grands marchés et une main d'œuvre à faible coût ainsi qu'une marge de marque favorable qui pourraient permettre au pays de devenir une plateforme de production régionale.

6 LES AMBITIONS DE PUISSANCE POLITICO-MILITAIRE TURQUE À L'ÉPREUVE DU COVID-19

La crise sanitaire mondiale, marquée par la propagation de la pandémie du Covid-19, a constitué un véritable test aux ambitions de puissance régionale de la Turquie eu égard aux bouleversements et des implications géopolitiques que la pandémie a engendrées. Les tensions militaires en Méditerranée orientale, les sanctions de l'Union Européenne à l'égard de la Turquie, la concurrence avec la Russie sur des questions régionales stratégiques et l'avenir des relations avec les États-Unis sont autant de questions qui ont mis à l'épreuve le statut de puissance régionale du pays. Ces fronts ont fait entrer la politique étrangère de la Turquie dans une spirale de tensions et de tiraillements avec des puissances régionales et internationales, la propulsant au-devant de la scène internationale.

Le pic des tensions de cette année entre Athènes et Ankara autour du gaz naturel en Méditerranée orientale ne s'est pas produit dans le vide, malgré son accélération et son intensité. Ils sont symptomatiques de la nature changeante de la géopolitique, de la géoéconomie et des conséquences du Covid-19. Les frictions reflètent un rééquilibrage stratégique de la Turquie. Le conflit en Méditerranée orientale résulte principalement d'un différend entre la Turquie et la Grèce. Trois volets de ce rapport de force forment un mélange explosif en Méditerranée orientale.

La dimension de « guerre économique » des tensions autour du gaz de la méditerranée orientale est évidente. De fait, la Méditerranée orientale est devenue un pôle énergétique majeur après la découverte en 2009-2010 de gisements gaziers, ravivant les nombreux conflits frontaliers dans cet espace maritime où les zones économiques exclusives se chevauchent. Les enjeux de ces tensions portent tant sur l'exploitation du gaz que sur son transport.

Concernant le volet transport, la Grèce, Chypre et Israël ont signé un Accord gazier qui prévoit la construction d'un gazoduc « *East Med* » visant à transporter du gaz naturel entre 9 milliards et 11 milliards de mètre cube depuis les réserves off-shore de Chypre et d'Israël vers la Grèce. La Turquie a été mise à l'écart de ce projet alors que, de son point de vue, sa position géographique entre l'Orient et l'Occident la prédestine à devenir un hub gazier et qu'elle a développé des ambitions dans ce sens. C'est dans ce cadre que la Turquie et la Russie ont établi un projet concurrent, le « *Turkstream* », visant à acheminer en Turquie et en Europe du gaz de la Russie¹⁷.

L'État turc tient à la fois à assurer aux « Chypriotes turcs » une part des revenus futurs du gaz et à défaire la Turquie de sa dépendance vis-à-vis des approvisionnements en gaz russe. La Turquie a envoyé ses propres navires de forage dans les eaux contestées au nord-est et à l'ouest de Chypre, ainsi qu'au sud de l'île Kastellorizo¹⁸. La Turquie craint d'être coupée de la majeure partie de la mer Égée et donc des principales routes maritimes si la Grèce étend unilatéralement ses eaux territoriales et crée de nouvelles zones de juridiction maritime.

Conformément à la demande intérieure toujours croissante de la Turquie, les efforts axés sur la sécurité énergétique sont devenus partie intégrante de la politique étrangère du pays au cours des deux dernières décennies. La poursuite des hydrocarbures, en particulier du gaz naturel, est devenue un objectif géopolitique et géo-économique clé pour le pays. Étant un pays dépendant des importations, la Turquie vise également à diversifier sa structure d'approvisionnement existante et à contrebalancer le rôle dominant de la Russie dans son portefeuille énergétique. Le pays ambitionne également à accroître son intégration dans l'architecture régionale de la sécurité énergétique en faisant progresser son rôle de pays de transit énergétique et de plaque tournante potentielle pour l'approvisionnement vers l'Europe.

Sur un autre plan, la Turquie a renforcé la poursuite de son implication dans d'autres conflits régionaux, notamment la crise syrienne et libyenne, outre son rôle clé dans la résolution du conflit au Nagorny Karabakh aux côtés de l'Azerbaïdjan face à

¹⁶ Ali Cinar, "Do US-China tensions present an opportunity for Turkey", *TRT World*, 30 avril 2020.

¹⁷ Sophie Guldner, "L'escalade des tensions entre la France et la Turquie : entre guerre économique, jeux d'influence, désinformation et rivalités géopolitiques", *Ecole de Guerre Economique*, octobre 2020.

¹⁸ Yassine Fakid, "Conflit gréco-turc : une guerre énergétique complexe", *Ecole de Guerre Economique*, décembre 2020.

l'Arménie. Sur cette dernière question, après la conclusion de l'Accord de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, la Turquie va avoir le droit d'occuper une place à part, grâce au rôle qu'elle a joué déjà avant et lors de la guerre, du fait de son soutien politique et militaire qui fut déterminant durant la guerre.

La victoire turque dans ce conflit a nourri les ambitions turques de mener une politique régionale autonome. En effet, dans cette nouvelle équation caucasienne, la Turquie, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, agit de façon non concertée avec l'occident, en relative autonomie et avec un recours à la force militaire, s'imposant ainsi comme une puissance régionale. Le soutien militaire officiel turc à l'Azerbaïdjan dans son conflit avec l'Arménie pour recouvrer son intégrité territoriale, a permis à Ankara de se positionner en tant qu'acteur clé dans la région leur permettant de consolider ses intérêts politiques et économiques.

En réponse à la nouvelle politique étrangère turque dans la région, les dirigeants de l'Union Européenne réunis, le 11 décembre 2020, en sommet à Bruxelles ont décidé de sanctionner les actions de la Turquie jugées illégales et agressives en Méditerranée contre la Grèce et Chypre. Les dirigeants européens ont par ailleurs donné mandat au chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, pour leur « faire un rapport sur l'évolution de la situation » et de proposer alors, si nécessaire, d'étendre les sanctions contre la Turquie.

Outre les sanctions européennes, jugées minima servant de message d'avertissement à Ankara, les Etats-Unis se sont limités à l'interdiction de tout nouveau permis d'exportation d'armes vers la Turquie et à empêcher à ses dirigeants de séjourner sur le sol américain. Ainsi, aucune des deux parties n'a imposé de sévères sanctions notamment sur le plan économique.

Si la Turquie a échappé au pire en évitant une crise majeure qui aurait eu une incidence grave sur l'économie et la position du pays au niveau régional, elle a néanmoins perdu des points importants concernant son partenariat stratégique avec l'Union Européenne¹⁹, et aurait raté l'occasion de surmonter ses divergences avec certains pays clés du politique extérieure de l'Union Européenne pour donner un nouvel élan à sa demande d'adhésion au Groupement qui se trouve à un point quasi-mort.

Sur un autre plan, quant à ses relations avec la Russie, sachant qu'elles n'ont pas fait l'objet de consensus politique cette année sur plusieurs questions clés, les deux pays ont réussi à éviter tout différend aigu en particulier autour de la Syrie et la Libye. La propagation de la pandémie du Covid-19 a contraint les deux pays à maintenir leur coopération économique pour atténuer les répercussions. En matière de coopération militaire, la Turquie a mis en place et a testé ses systèmes de défense anti-missiles S-400 russes contre toute volonté et pression de l'OTAN.

Aussi, aux dossiers régionaux liés aux développements de la question kurde, la Chypre et la reconnaissance du « génocide arménien », la Turquie affiche toujours une grande fermeté, défendant ainsi ses intérêts nationaux étroitement bien définis. Une telle position gardera probablement l'Union Européenne à prendre davantage de sanctions à l'égard de la Turquie sous la pression de la Grèce, de Chypre et de la France, lesquels pourraient bloquer toute décision de l'Union Européenne requérant l'unanimité.

Sur tous les niveaux la crise pandémique observée à l'échelle mondiale n'a pas affecté l'engagement militaire turc soit en Syrie ou en Libye. Parallèlement, la Turquie tente de gagner en termes d'apaisement avec les grandes puissances notamment les Etats-Unis, par la livraison de matériels médicaux de protection contre le Covid-19 et en s'abstenant dans ce contexte d'accomplir l'activation du système de défense aérien russe.

7 CONCLUSION

La politique étrangère turque repose sur plusieurs fondements, dont les considérations politiques intérieures, les besoins et les aspirations de la coalition gouvernementale nationaliste, les contraintes économiques et l'équilibre géopolitique entre les puissances. Chaque facteur influe à des degrés divers sur la formulation de la politique étrangère turque.

Dans le contexte actuel de pandémie Covid-19, les impératifs économiques joueront un rôle pressant et urgent, eu égard aux vulnérabilités économiques du pays apparues depuis 2018, aux problèmes structurels encore visibles ainsi que sa dépendance économique vis-à-vis de l'Europe.

¹⁹ Branislav Stanicek, Turkey: Remodelling the eastern Mediterranean Conflicting exploration of natural gas reserves, *European Parliamentary Research Service (EPRS)*, septembre 2020, vol.8, P-2.

Pourtant, la devise de la politique étrangère affichée depuis des années et les aspirations stratégiques déclarées se sont accélérées dans le contexte de pandémie et semble que cette dernière ne modifiera probablement pas le chemin poursuivi par la politique étrangère turque et ce malgré les contraintes économiques évoquées.

Également, la pandémie a renforcé l'engagement turc sur les questions sécuritaires régionales, le hard-power, ainsi qu'autres fondamentaux des ambitions de puissance turque. L'aspect économique semble déterminant dans ce sens, étant précisé que la croissance économique enregistrée depuis les années 2000, et malgré son recul en période de pandémie de Covid-19, continue de soutenir les aspirations et la position d'affirmation croissante d'Ankara sur la scène internationale.

Sur un autre plan, le contexte actuel de propagation de la pandémie a beaucoup servi à restaurer son image en s'imposant comme une puissance humanitaire. A cet égard, il a permis à la Turquie de rétablir les liens avec l'occident sans même changer les fondamentaux des orientations de politique étrangère.

Mais également, l'objectif est de profiter des nouvelles opportunités à l'horizon qui pourraient émerger pour la Turquie en tant que marché pour les Européens. Ainsi, les changements attendus dans les chaînes d'approvisionnement et le raccourcissement des distances commerciales peuvent présenter de nouvelles opportunités pour la Turquie grâce à sa proximité avec l'Europe.

REFERENCES

- [1] Sacha Billaudot, "l'aide chinoise aux pays de l'Union Européenne: marqueur du nouveau rapport de force entre l'ouest et l'est", le Taurillon, juin 2020.
- [2] Manon-Nour Tannous et Xavier Pacreau, Relations internationales, la Documentation française, 2020.
- [3] Carnes Lord, "Diplomatie publique et soft power, in « Politique américaine », l'Harmattan 2005/3 N° 3, vol.13.
- [4] Ahmet Davutoglu, la profondeur stratégique: position de la Turquie et son rôle sur la scène internationale, Arab Scientific Publishers, Inc, 2002.
- [5] Gérard Groc, "la doctrine Davutoglu: une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement", In Confluences Méditerranée, l'Harmattan 2012/4 (N° 83), pages 71-85.
- [6] Jana Jabbour, "le monde selon Ankara", Télôs, novembre 2011.
- [7] Lamya Dakka, "Turquie: 2020, une année test dans la gestion de la crise du Covid-19 et la préservation des intérêts régionaux", Agence Marocaine de Presse, décembre 2020.
- [8] Ludovic De Foucaud et Shona Bhattacharyya, "Les hôpitaux turcs érigés en modèle de bonne gestion face au Covid-19", France 24, juin 2020.
- [9] Foreign Economic Relations Board of Turkey (DEİK), Turkish President Erdogan calls on Africa to do business in local currency, octobre 2020.
- [10] La Banque Mondiale, aperçu sur la situation économique de la Turquie, Avril 2020.
- [11] Grady Wilson, Impact of COVID-19 on the global energy sector and reflections on Turkey, Atlantic Council, 2020.
- [12] Ali Cinar, "Do US-China tensions present an opportunity for Turkey", TRT World, 30 avril 2020.
- [13] Sophie Guldner, "L'escalade des tensions entre la France et la Turquie: entre guerre économique, jeux d'influence, désinformation et rivalités géopolitiques", Ecole de Guerre Economique, octobre 2020.
- [14] Yassine Fakid, "Conflit gréco-turc: une guerre énergétique complexe", Ecole de Guerre Economique, décembre 2020.
- [15] Branislav Stanicek, Turkey: Remodelling the eastern Mediterranean Conflicting exploration of natural gas reserves, European Parliamentary Research Service (EPRS), septembre 2020, vol.8.